



Rapport financier semestriel au 30 juin 2016

Les comptes condensés semestriels ont été arrêtés par le Directoire et examinés par le Conseil de surveillance le 25 juillet 2016. Ils ont fait l'objet d'un examen limité par le Commissaire aux comptes de la Société.

Green Square - Bât. E
80-84, rue des Meuniers
92 220 BAGNEUX
Tél. (+33) 1 49 08 07 40
Fax (+33) 1 49 08 07 41
contact@genomicvision.com
www.genomicvision.com

S.A. à directoire et conseil de surveillance au capital de 445.190,70 € – RCS Nanterre B 477 699 144

A PROPOS DE GENOMIC VISION

Créée en 2004 par Aaron Bensimon, Genomic Vision est une société spécialisée dans le peignage moléculaire de l'ADN, qui développe des tests pour le marché du diagnostic et des applications pour les laboratoires de recherche. Grâce à sa technologie innovante de visualisation directe des molécules individuelles d'ADN, Genomic Vision détecte les variations quantitatives et qualitatives du génome à l'origine de nombreuses pathologies graves. La Société détient une licence exclusive et mondiale, consentie par l'Institut Pasteur, sur les droits de propriété intellectuelle relatifs à cette technologie et ses applications.

La Société développe un solide portefeuille de tests, ciblant notamment les cancers du sein et du colon. Depuis 2013, la Société commercialise le test CombHeliX FSHD pour la détection d'une myopathie délicate à déceler, la dystrophie facio-scapulo-humérale (FSHD), aux États-Unis, grâce à son alliance stratégique avec Quest Diagnostics, le leader américain des tests diagnostiques en laboratoire, et en France.

Genomic Vision est basée à Bagneux. Elle a été introduite en bourse sur le marché d'Euronext à Paris, compartiment C, le 7 avril 2014 (FR0011799907 – GV).

Pour en savoir plus : www.genomicvision.com

SOMMAIRE

Attestation de la personne responsable.....	3
Rapport semestriel d'activité : examen de la situation financière et du résultat de la société .	4
Information financière semestrielle 2016 – Normes IFRS	11
Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016	34

1. Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 4 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Bagneux, le 30/09/2016

Aaron Bensimon, Président du directoire de Genomic Vision

2. Rapport semestriel d'activité : examen de la situation financière et du résultat de la Société

Les résultats et la situation financière de Genomic Vision au 30 juin 2016 se caractérisent par :

- Des produits générés par les activités ordinaires à hauteur de 1,3 millions d'euros, correspondants à des crédits d'impôts et aux ventes réalisés sur les deux marchés de la Société : diagnostic moléculaire et recherche. Pour la première fois, les produits issus de la collaboration de recherche avec Quest Diagnostics représentent une part minoritaire du chiffre d'affaires.
- Des charges opérationnelles qui s'élèvent à 5,3 millions d'euros, reflétant un effort accru de R&D et des dépenses marketing et commerciales en hausse.
- Une trésorerie de 11 millions d'euros au 30 juin 2016.

Le tableau suivant résume les comptes semestriels établis conformément aux normes IFRS pour les périodes de six mois se terminant aux 30 juin 2016 et 2015 :

En milliers d'Euros, sauf données par action	Période de 6 mois se terminant le 30 juin	
	2016	2015
Produits des activités ordinaires	1 273	1 436
Charges opérationnelles nettes	5 293	3 677
Résultat opérationnel (perte)	(4 020)	(2 240)
Résultat courant avant impôt	(3 984)	(2 208)
Résultat net	(3 984)	(2 208)
Résultat net par action (base non diluée, en euros)	(0,89)	(0,50)

En milliers d'Euros	30/06/2016	31/12/2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 961	15 593
Total de l'actif	17 027	21 937
Total des capitaux propres	14 382	18 383
Total des dettes financières	5	22

2.1. Principaux faits marquants du 1er semestre 2016

Lancement d'une étude de positionnement pour le test BRCA

Au début de l'exercice 2016, Genomic Vision et son partenaire américain, Quest Diagnostics, ont lancé une étude pour renforcer la valeur clinique du peignage moléculaire dans l'identification de nouveaux variants des gènes BRCA responsables du cancer du sein. L'objectif stratégique des deux partenaires est de maximiser le succès du lancement de ce test par Quest sur le marché américain.

Présentation de l'étude IDAHO au congrès Eurogin

Le Prof. Christine Clavel, biologiste moléculaire du CHU de Reims, a présenté l'étude clinique IDAHO, lancée par Genomic Vision et le CHU de Reims fin 2015 en France, lors d'une session orale au congrès Eurogin qui s'est tenu à Salzburg (Autriche) du 15 au 18 juin 2016. L'étude vise à valider l'intégration du papillomavirus humain oncogène (HPV-HR) comme indicateur de diagnostic et de pronostic du cancer du col de l'utérus.

Développement stratégique sur le marché des laboratoires de recherche (LSRT)

Fin mars 2016, Genomic Vision a présenté un axe de développement complémentaire qui cible le marché LSRT. Par cette initiative, Genomic Vision vise à maximiser le potentiel du peignage moléculaire sur un marché accessible important, estimé à 700 millions de dollars¹, au travers des outils dédiés à l'étude de la réplication de l'ADN ainsi qu'au contrôle et à l'optimisation de l'édition génétique.

Lancement du service EasyScan

Dans la continuité de son développement sur le marché LSRT, Genomic Vision a lancé en juin 2016 ce nouveau service pour permettre aux chercheurs, étudiant la réplication de l'ADN à l'aide du peignage moléculaire, d'accéder à distance et de manière plus rapide aux résultats de leurs travaux.

Au 30 juin 2016, l'effectif total de la Société s'établit à 62 personnes, contre 54 au 31 décembre 2015.

¹ États-Unis & 3 pays de l'UE (FR, UK, DE); Source : Société

2.2. Résultat opérationnel

2.2.1. Produits des activités ordinaires

Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires au cours des premiers semestres 2016 et 2015 :

En milliers d'Euros	Période de 6 mois se terminant le 30 juin	
	2016	2015
Produits de Recherche et Développement Quest	155	515
Marché du diagnostic	63	45
Marché de la recherche	208	131
Total Chiffre d'affaires	426	691
Financements publics de dépenses de recherche	847	745
Total des produits des activités ordinaires	1 273	1 436

Le chiffre d'affaires total de la Société sur les six premiers mois de 2016 s'établit à 0,4 million d'euros contre 0,7 millions d'euros au premier semestre 2015.

Cette baisse était anticipée et s'explique par l'absence de paiements d'étapes enregistrés sur le semestre, suite à l'achèvement des programmes de développement collaboratif en 2015. Les « Produits de Recherche et Développement Quest » ne sont donc plus constitués en quasi-totalité que de la redevance rémunérant les droits exclusifs accordés à Quest Diagnostics par Genomic Vision, dans le cadre du partenariat stratégique entre les deux sociétés.

Pour la première fois, le chiffre d'affaires correspondant aux ventes de produits et services de la Société constitue la majeure partie du chiffre d'affaires total, sur deux marchés:

- « Marché du diagnostic » : Il s'agit des ventes de kits et de consommables à destination des hôpitaux et des royalties perçus en contrepartie de l'exploitation par Quest Diagnostic des tests mis au point par Genomic Vision. Comme en 2015, ce chiffre d'affaires au premier semestre résulte exclusivement du test CombHelix FSHD, utilisé à Marseille (hôpital de la Timone) et chez Quest Diagnostics (depuis août 2013). En 2016, les ventes ont progressé dans chacun de ces deux centres.
- « Marché de la recherche » : Il s'agit des ventes de consommables et d'instruments pour l'étude de la réplication de l'ADN et des ventes de solutions innovantes (produits et services) basées sur la technologie du peignage moléculaire, pour le contrôle de la qualité et

l'optimisation de l'édition génétique. La forte progression des ventes reflète l'effort accru de la Société sur ce marché, dont elle a fait un axe de développement stratégique depuis 2016.

Les financements publics de dépenses de recherche sont constitués des produits suivants :

- Crédit d'impôt recherche, dont le montant s'élève à 0,7 million d'euros pour le premier semestre 2016, contre 0,6 million d'euros pour le premier semestre 2015.
- Subventions : 0,1 million d'euros au premier semestre 2016, stable par rapport à 2015.
- Crédit d'impôt innovation.

2.2.2. Charges opérationnelles

Le tableau suivant présente la répartition des charges opérationnelles par fonction pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, avec un comparatif sur la même période en 2015 :

En milliers d'Euros	Période de 6 mois se terminant le 30 juin	
	2016	2015
Coût des ventes	61	65
Recherche et Développement	2 876	1 913
Ventes et Marketing	1 017	473
Frais généraux	1 339	1 226
Autres produits et (charges) d'exploitation et opérationnels	0	0
Total charges opérationnelles	5 293	3 677

Les charges de Recherche et Développement ont continué de représenter le premier poste de charges opérationnelles de la Société. Elles ont augmenté de 50% par rapport au premier semestre 2015, en lien avec le renforcement managérial intervenu au second semestre 2015 et la montée en puissance des études cliniques dans le cadre du développement des tests HVP et SMA et de l'étude de positionnement pour le test BRCA.

Le doublement des charges liées aux activités de marketing et ventes (+0,5 million d'euros) correspond au renforcement de l'équipe de développement commercial et aux coûts inhérents à la prospection et à la mise en place de la stratégie partenariale sur les marchés du diagnostic et de la recherche.

Le tableau suivant présente la répartition des charges opérationnelles nettes par nature pour la période du 1er janvier au 30 juin 2016, avec un comparatif sur la même période en 2015 :

En milliers d’Euros	Période de 6 mois se terminant le 30 juin	
	2016	2015
Achats et variation de stocks	273	141
Charges de personnel	2 316	1959
Charges externes	2 365	1381
Impôts taxes et versements assimilés	96	67
Dotations nettes aux amortissements	243	150
Autres produits et (charges) d’exploitation et opérationnels		21
Total charges opérationnelles	5 293	3 677

2.2.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel - différence entre les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles - s’établit à -4,0 millions d’euros au premier semestre 2016 contre -2,2 millions d’euros au premier semestre 2015.

2.3. Eléments de bilan et flux de trésorerie

Au 30 juin 2016, le montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s’établit à 11 millions d’euros, contre 15,6 millions d’euros au 31 décembre 2015. La consommation de trésorerie au cours du semestre écoulé (4,6 millions d’euros), en légère hausse par rapport à la même période de 2015 (4 millions d’euros), est en ligne avec la progression des dépenses opérationnelles et l’acquisition de scanners à haut débit destinés à être installés chez des clients et partenaires de la société.

Ces montants n’incluent pas les remboursements du crédit d’impôt recherche et du crédit d’impôt innovation relatifs à la totalité de l’exercice 2015 (1,3 million d’euros), qui devraient intervenir au cours du deuxième semestre 2016.

Au cours du premier semestre 2016, l’activité proprement dite a consommé de la trésorerie à hauteur de 3,8 millions d’euros, en raison principalement de l’insuffisance d’autofinancement sur la période.

Le flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement s'est élevé à 0,8 million d'euros et correspond à la production de scanners destinés à être mis à disposition chez de futurs clients (centres de diagnostic et de recherche) et, dans une moindre mesure, à l'acquisition de nouveaux matériels.

Au 30 juin 2016, les capitaux propres s'élèvent à 14,4 millions d'Euros, contre 18,4 millions d'euros au 31 décembre 2015. L'endettement financier est quasi nul (5 K€), comme au 31 décembre 2015 (22 K€) et correspond à un financement en crédit-bail.

2.4. Evènements postérieurs au 30 juin 2016

Au cours de sa réunion du 25 juillet 2016, le Conseil de surveillance de Genomic Vision a coopté deux nouvelles membres indépendantes, dont la nomination sera proposée à la prochaine assemblée générale des actionnaires :

- Madame Beth Jacobs, citoyenne américaine, associé-gérant d'Excellentia Global Partners, une banque d'investissement internationale spécialisée dans les sciences de la vie.
- Madame Isabelle Racamier, citoyenne française, associé-gérant d'Arlys Consulting GmbH, une société autrichienne de conseil en stratégie aux sociétés de sciences de la vie.

Ces cooptations s'inscrivent dans le cadre de la politique de parité de l'entreprise et font suite au départ de deux membres du Conseil de Surveillance :

- Monsieur Bernard Malfroy-Camine, membre du Conseil de Surveillance continument depuis novembre 2005,
- Monsieur Jean-Yves Nothias, qui a d'abord siégé en tant que représentant de SGAM / Amundi de 2005 à 2011, puis en personne à compter de 2012.

Le Conseil de Surveillance de Genomic Vision est ainsi composé de 8 membres, dont 4 femmes.

2.5. Facteurs de risque

Les facteurs de risques affectant la Société sont présentés au chapitre 4 du document de base enregistré par l'AMF le 3 mars 2014 sous le numéro I.14-005 et dans l'annexe C du rapport de gestion relatif à l'exercice 2015, en date du 29 avril 2016.

La Société n'a pas identifié, à la date d'établissement du présent document, de nouveau risque qui ne serait pas déjà mentionné dans le document de base du 3 mars 2014 ou dans le rapport de gestion relatif à l'exercice 2015 susceptible d'impacter le reste de l'exercice 2016.

2.6. Relations avec les parties liées

Les relations avec les parties liées au cours des périodes sous revue sont présentées en note 18 de l'information semestrielle résumée établie selon la norme IAS 34.

3. Information financières semestrielle 2016 – Normes IFRS

1 ETATS DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE AU 30 JUIN 2016	13
1.1 Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global.....	13
1.2 État de la situation financière – Actif	14
1.3 État de la situation financière – Capitaux propres et passif.....	15
1.4 État des flux de trésorerie.....	16
1.5 Tableau de variation des capitaux propres.....	17
2 ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS	18
2.1 Informations générales.....	18
2.2 Evènements significatifs du premier semestre 2016	18
2.3 Méthodes et principes comptables retenus pour l'établissement des comptes	19
2.3.1 Conformité au référentiel IFRS	19
2.3.2 IFRS nouvelles et révisées ayant une incidence sur les montants présentés ou sur les informations à fournir dans les états financiers.....	19
2.3.3 Informations sur le caractère saisonnier ou cyclique de l'activité	20
2.3.4 Crédits impôt.....	20
2.3.5 Frais de recherche et développement.....	20
2.3.6 Jugements et estimations dans le cadre de l'application des principes comptables ...	21
2.3.7 Information sectorielle	21
2.4 NOTES.....	22
NOTE 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22
NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22
NOTE 3 : ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS.....	23
NOTE 4 : IMPOSITION DIFFEREE	23
NOTE 5 : STOCKS PAR NATURE	23
NOTE 6 : CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	24
NOTE 7 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	24
NOTE 8 : CAPITAUX PROPRES	24
NOTE 9 : EMPRUNTS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS.....	26

NOTE 10 : PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	27
NOTE 11 : FOURNISSEURS	27
NOTE 12 : ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT	28
NOTE 13 : RESULTAT PAR ACTION.....	31
NOTE 14 : INFORMATION SECTORIELLE	31
NOTE 15 : GESTION DES RISQUES FINANCIERS	32
NOTE 16 : ENGAGEMENTS HORS BILAN	32
NOTE 17 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	32
NOTE 18 : RELATIONS AVEC ENTREPRISES LIEES ET REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX	33

1 ETATS DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE AU 30 JUIN 2016

1.1 Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global

En milliers d'euros	Notes	30/06/2016	30/06/2015
Chiffre d'affaires		426	691
Autres produits		847	745
Total des produits	12.1	1 273	1 436
Coût des ventes		-61	-65
Recherche et Développement	12.2	-2 876	-1 913
Ventes et Marketing	12.2	-1 017	-473
Frais généraux	12.2	-1 339	-1 226
Autres produits d'exploitation		0	0
Autres charges d'exploitation		0	0
Résultat courant opérationnel		-4 020	-2 240
Autres produits opérationnels		0	0
Autres charges opérationnelles		0	0
Résultat opérationnel		-4 020	-2 240
Coût de l'endettement financier	12.3	20	57
Autres produits financiers	12.3	25	2
Autres charges financières	12.3	-8	-26
Résultat courant avant impôts		-3 984	-2 208
Impôt sur les sociétés		0	0
Impôts différés		0	0
Résultat net		-3 984	-2 208
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		0	0
Provision pour départ à la retraite IAS19			
Impôt différés sur éléments non reclassables en résultat			
Eléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat		0	0
Impôt différés sur éléments pouvant être reclassés en résultat			
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		0	0
RÉSULTAT GLOBAL		-3 984	-2 208

Résultat par action

	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux	-3 984	-2 208
Nombre d'actions moyen pondéré	4 457 734	4 457 119
Résultat par action	-0,89	-0,50
Résultat par action diluée	-0,89	-0,50

Les instruments donnant droit au capital de façon différée sont anti dilutifs car ils induisent une diminution de la perte de la période par action.

1.2 État de la situation financière – Actif

En milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Immobilisations incorporelles	1	228	262
Immobilisations corporelles	2	2 767	2 632
Actifs financiers non courants	3	169	189
Créances d'exploitation	6	735	0
Actifs d'impôts différés	4	0	0
Actifs non courants		3 899	3 084
Stocks	5	120	118
Créances clients et autres débiteurs	6	2 047	3 143
Trésorerie et équivalents trésorerie	7	10 961	15 593
Actifs courants		13 128	18 854
TOTAL DE L'ACTIF		17 027	21 937

1.3 État de la situation financière – Capitaux propres et passif

En milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Capital		446	446
Primes d'émission		34 628	34 628
Autres réserves		13	13
Résultats non distribués		-20 704	-16 703
CAPITAUX PROPRES	<u>8</u>	14 382	18 383
Emprunts bancaires et avances remboursables	<u>9</u>	0	0
Provisions pour risque et charges		81	81
Provision pour impôts différés	<u>4</u>		
Produits constatés d'avance	<u>10</u>	110	127
Dettes diverses		44	52
Passifs non courants		235	260
Emprunts bancaires et avances remboursables	<u>9</u>	5	22
Dettes sociales		655	912
Dettes fiscales (hors IS)		39	71
Fournisseurs	<u>11</u>	1 397	1 231
Fournisseurs d'immobilisations	<u>11</u>	100	607
Produits constatés d'avance	<u>10</u>	197	428
Dettes diverses		17	26
Passifs courants		2 410	3 295
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		17 027	21 937

1.4 État des flux de trésorerie

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
RESULTAT NET	-3 984	-2 208
Dotations nettes aux amortissements et provisions	242	151
Gains et pertes liés aux variations de juste-valeur		14
Produits sur abandon de créances OSEO		-97
Charges et produits calculés liés aux stocks option assimilés		
Autres produits et charges calculés relatifs à IAS 19		
Plus et moins valeurs de cession	-41	
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier	-3 783	-2 140
Coût de l'endettement financier		-1
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés		
CAF avant coût de l'endettement financier et impôt	-3 783	-2 141
Impôts versés		
Variation des clients et autres débiteurs	361	-247
Variation des stocks	-2	16
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	166	-496
Autres mouvements	-554	
Variation du BFR lié à l'activité	-28	-728
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-3 811	-2 869
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaiss / acquisition immos incorporelles		-16
Décaiss / acquisition immos corporelles	-849	-1 045
Encaiss / cession d'immos corp et incorp		
Subventions d'investissement encaissées		
Décaiss / acquisition immos financières		-56
Encaiss / cession immos financières	21	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-828	-1 117
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital ou apports		50
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		
Variation des autres fonds propres	24	-80
Encaissements provenant d'emprunts		
Remboursement d'emprunt	-17	-16
Produits et charges financiers décaissés		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	7	-46
VARIATION DE TRESORERIE	-4 632	-4 031
Incidence des variations de taux de change		
TRESORERIE A L'OUVERTURE	15 593	22 764
TRESORERIE A LA CLOTURE	10 961	18 733

1.5 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Résultats non distribués	Réserve au titre des gains et pertes actuariels	Total
01/01/2012	2 355 261	236	8 779	-7 584		1 431
Augmentation de capital			4			4
Paiements fondés sur des actions				357		357
Dividendes						
Résultat net de l'exercice				-1 888		-1 888
Gains et pertes actuariels					-31	-31
31/12/2012	2 355 261	236	8 783	-9 115	-31	-127
Augmentation de capital	261 763	26	2 017			2 043
Paiements fondés sur des actions				111		111
Dividendes						
Résultat net de l'exercice				-1 069		-1 069
Gains et pertes actuariels					24	24
31/12/2013	2 617 024	262	10 800	-10 073	-7	982
Augmentation de capital	1 834 883	183	23 779			23 962
Paiements fondés sur des actions						
Dividendes						
Résultat de la période				-2 156		-2 156
Actions propres				-93		-93
Gains et pertes actuariels						
31/12/2014	4 451 907	445	34 579	-12 322	-7	22 695
Augmentation de capital	5 827	1	49			50
Paiements fondés sur des actions						
Dividendes						
Résultat de la période				-4 338		-4 338
Actions propres				-44		-44
Gains et pertes actuariels					20	20
31/12/2015	4 457 734	446	34 628	-16 703	13	18 383
Augmentation de capital						
Paiements fondés sur des actions						
Dividendes						
Résultat de la période				-3 984		-3 984
Actions propres				-17		-17
Gains et pertes actuariels						
30/06/2016	4 457 734	446	34 628	-20 704	13	14 382

2 ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

Les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire.

2.1 Informations générales

Créée en 2004, Genomic Vision est une société de biotechnologie qui développe et commercialise des outils de recherche et des tests de diagnostic basés sur l'analyse de molécules individuelles d'ADN.

La société utilise la technique du Peignage Moléculaire qui permet de détecter les variations quantitatives et qualitatives au niveau du génome et d'établir leurs rôles dans une pathologie ciblée. Genomic Vision détient une licence exclusive de l'Institut Pasteur pour cette technologie.

Genomic Vision est cotée depuis le 7 avril 2014 au compartiment C du marché Euronext Paris de NYSE Euronext (Code ISIN : FR0011799907. Code Mnémonique : GV).

Adresse du siège social : 80-84 rue des Meuniers 92 220 Bagneux.

En date du 25 juillet 2016, le Directoire a arrêté et autorisé la publication des comptes IFRS semestriels résumés de Genomic Vision portant sur la période de six mois prenant fin le 30 juin 2016.

2.2 Evènements significatifs du premier semestre 2016

Lancement d'une étude de positionnement pour le test BRCA

Au début de l'exercice 2016, Genomic Vision et son partenaire américain, Quest Diagnostics, ont lancé une étude pour renforcer la valeur clinique du peignage moléculaire dans l'identification de nouveaux variants des gènes BRCA responsables du cancer du sein. L'objectif stratégique des deux partenaires est de maximiser le succès du lancement de ce test par Quest sur le marché américain.

Présentation de l'étude IDAHO au congrès Eurogin

Le Prof. Christine Clavel, biologiste moléculaire du CHU de Reims, a présenté l'étude clinique IDAHO, lancée par Genomic Vision et le CHU de Reims fin 2015 en France, lors d'une session orale au congrès Eurogin qui s'est tenu à Salzburg (Autriche) du 15 au 18 juin 2016. L'étude vise à valider l'intégration du papillomavirus humain oncogène (HPV-HR) comme indicateur de diagnostic et de pronostic du cancer du col de l'utérus.

Développement stratégique sur le marché des laboratoires de recherche (LSRT)

Fin mars 2016, Genomic Vision a présenté un axe de développement complémentaire qui cible le marché LSRT. Par cette initiative, Genomic Vision vise à maximiser le potentiel du peignage moléculaire sur un marché accessible important, estimé à 700 millions de dollars², au travers des outils dédiés à l'étude de la réplication de l'ADN ainsi qu'au contrôle et à l'optimisation de l'édition génétique.

Lancement du service EasyScan

Dans la continuité de son développement sur le marché LSRT, Genomic Vision a lancé en juin 2016 ce nouveau service pour permettre aux chercheurs, étudiant la réplication de l'ADN à l'aide du peignage moléculaire, d'accéder à distance et de manière plus rapide aux résultats de leurs travaux.

Au 30 juin 2016, l'effectif total de la Société s'établit à 62 personnes, contre 54 au 31 décembre 2015.

² États-Unis & 3 pays de l'UE (FR, UK, DE); Source : Société

2.3 Méthodes et principes comptables retenus pour l'établissement des comptes

2.3.1 Conformité au référentiel IFRS

Les états financiers intermédiaires de la Société sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2016 et notamment avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire – S'agissant de comptes résumés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre, ils doivent être lus en liaison avec les états financiers de la Société au 31 décembre 2015.

Ces normes IFRS sont disponibles sur le site internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

A l'exception des normes qui sont applicables à compter du 1er janvier 2016 et mentionnées ci-après, les règles et méthodes comptables appliquées par la Société dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels IFRS de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les principes comptables adoptés pour l'élaboration du rapport financier semestriel sont conformes à ceux utilisés pour les comptes annuels du 31 décembre 2015.

2.3.2 IFRS nouvelles et révisées ayant une incidence sur les montants présentés ou sur les informations à fournir dans les états financiers

Les principes comptables retenus tiennent compte des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2016 :

- Les amendements à l'IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » ; (applicable aux exercices ouverts à partir du 1er février 2015),
- Améliorations annuelles cycle 2010 – 2012 ; (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er février 2015),
- Amendements à l'IFRS 11 « Comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune ; applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016,
- Amendements à l'IAS 16 et 41 « Agriculture : plantes productrices » ; applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016,

L'application de ces normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers semestriels au 30 juin 2016.

La Société n'a par ailleurs pas commencé de travaux préparatoires en vue de l'application des normes qui deviendront obligatoires à compter des exercices à venir :

- IFRS 15 : « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (applicable aux exercices ouverts à partir du 1er janvier 2017),
- IFRS 9 : « Instruments financiers » (applicable aux exercices ouverts à partir du 1er janvier 2018),
- IFRS 16 : « Contrats de location » (applicable aux exercices ouverts à partir du 1er janvier 2019),

2.3.3 Informations sur le caractère saisonnier ou cyclique de l'activité

Les opérations de la Société présentent un faible caractère saisonnier entre les deux semestres de l'année civile, tant en termes de chiffre d'affaires que de dépenses engagées.

2.3.4 Crédits impôt

2.3.4.1 Crédit d'impôt recherche

Des crédits d'impôt recherche (CIR) sont octroyés aux entreprises par l'état français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1er janvier 2005 au sein de la Communauté Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'espace économique européen et ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

Ces financements sont comptabilisés en « Autres produits de l'activité » sur la période qui a enregistré les charges ou dépenses correspondantes.

Au titre de la clôture intermédiaire des comptes au 30 juin, l'assiette des dépenses éligibles retenue pour calculer le crédit d'impôt recherche a été déterminée selon les mêmes modalités qu'au 31 décembre 2015 sur la base des données comptables au 30 juin 2016.

2.3.4.2 Crédit d'impôt Innovation

Le crédit d'impôt innovation est un dispositif d'aide aux entreprises innovantes instauré par la loi de finance 2013 qui complète le crédit d'impôt recherche. Il a pour objectif de soutenir les PME qui engagent des dépenses spécifiques pour innover. Les dépenses concernées par le crédit d'impôts innovation sont celles des opérations de conception de prototypes de nouveaux produits ou d'installations pilotes de nouveaux produits. Ce crédit d'impôt peut se déduire de l'impôt sur les sociétés les trois années suivant celle qui ouvre les droits à ce crédit d'impôt. A l'issue de cette période, la fraction non utilisée est remboursée.

Les PME au sens communautaire peuvent obtenir le remboursement immédiat de la créance si elles en font la demande.

Au titre des clôtures intermédiaires des comptes au 30 juin, l'assiette des dépenses éligibles retenue pour calculer le crédit d'impôt innovation est déterminée selon les mêmes modalités que celles du crédit d'impôt recherche décrites dans la note 2.3.4.1.

2.3.5 Frais de recherche et développement

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées.

Une immobilisation incorporelle générée en interne résultant du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) est comptabilisée si et seulement si tous les éléments suivants ont été démontrés :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;

- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Ces frais de développement comprennent les salaires bruts et charges sociales des salariés ayant travaillé sur les projets activables et sont calculés selon leur temps d'intervention. Les coûts liés aux prestataires intervenus sur ces projets ainsi que l'amortissement des immobilisations utilisées pour les activités de développement sont également pris en compte.

Le démarrage de l'amortissement s'effectue à compter de la commercialisation des applications, ou la mise en service de la technologie développée.

La Société a retenu une durée d'amortissement des frais de développement de 10 ans, correspondant à la durée de consommation par la Société des avantages économiques futurs attendus.

Les projets de développement en cours au 30 juin 2016 ne remplissent pas à cette date l'ensemble des conditions d'activation listées ci-dessus. Ils n'ont donc pas fait l'objet d'activation sur la période.

2.3.6 Jugements et estimations dans le cadre de l'application des principes comptables

Aucun élément n'a conduit la société à modifier de façon significative ses jugements ou estimations tels que décrits dans les états financiers de la société au 31 décembre 2015.

2.3.7 Information sectorielle

Dans la continuité des comptes établis au 31 décembre 2015, la Société applique au 30 juin 2016 la norme IFRS 8 (secteurs opérationnels), publiée par l'IASB et adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2007.

Les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. La société est gérée sur la base d'un seul secteur et ne distingue pas de secteurs géographiques autonomes.

En revanche, la Société distingue le suivi de chiffre d'affaires entre trois zones principales, à savoir la France, les Etats Unis et le reste du monde.

2.4 NOTES

NOTE 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

a) Variation des immobilisations incorporelles entre le 1^{er} janvier 2016 et le 30 juin 2016

En milliers d'euros	01/01/2016	Augmentation	Cession (-)	Autres	30/06/2016
Frais de développement	262				262
Logiciels, concessions, brevets	219				218
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Total des valeurs brutes	480				480
Frais de développement - Amort.	46	13			59
Concessions, brevets - Amort.	173	22			194
Autres immobilisations incorporelles - Amort.					
Total des amortissements et provisions	218	35			253
Total des immobilisations incorporelles nettes	262	-35			228

NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

a) Variation des immobilisations corporelles entre le 1^{er} janvier 2016 et le 30 juin 2016

En milliers d'euros	01/01/2016	Augmentation	Cession (-)	Autres	30/06/2016
Installations techniques - Outillage industriel	1 464	77		545	2 086
Installations, agencements, aménagements	941				941
Matériels de bureau et matériel informatique	286	27			313
Mobilier	381	20			401
Immobilisations en cours	865	215		-545	535
Avances et acomptes		4			4
Total des valeurs brutes	3 937	342	0	0	4 279
Installations techniques - Outillage industriel - Amort	652	92			744
Installations, agencements, aménagements - Amort	358	51			409
Matériels de bureau et matériel informatique - Amort	184	29			213
Mobilier - Amort	112	36			148
Total des amortissements et provisions	1 306	207	0	0	1 513
Total des immobilisations corporelles nettes	2 632	135	0	0	2 767

Dont les immobilisations en crédit-bail :

Dont crédit bail

En milliers d'euros	01/01/2016	Augmentation	Cession (-)	Autres mouvements	30/06/2016
Outillage industriel en crédit bail	162				162
Total des valeurs brutes	162				162
Outillage industriel en crédit bail - Amort.	139	16			156
Total des amortissements et provisions	139	16			156
Total des immobilisations corporelles nettes	22	-16			6

NOTE 3 : ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les autres actifs non courants sont constitués de dépôts de garantie pour un montant de 123 K€ ainsi que de la réserve de trésorerie représentant un montant de 46 K€ au 30 juin 2016, liée au contrat de liquidité.

NOTE 4 : IMPOSITION DIFFEREE

Conformément à la norme IAS 12.24, les actifs d'impôts ne sont reconnus dans les comptes que s'il est probable que la société disposera de bénéfices fiscaux suffisants, sur lesquels elle pourra imputer ces différences temporelles.

Sur la base des mêmes règles appliquées au 31 décembre 2015, la Société n'a reconnu aucun impôt différé actif au 30 juin 2016, compte tenu des perspectives fiscales actuelles de la société

NOTE 5 : STOCKS PAR NATURE

a) Variation des stocks entre le 1^{er} janvier 2016 et le 30 juin 2016

En milliers d'euros	01/01/2016	Variation	Dotations et reprises de provisions	30/06/2016
Stocks de matières premières et autres appro.	77	27		104
Stocks de marchandises	41	-25		16
Total Stocks	118	2		120

NOTE 6 : CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Clients et comptes rattachés	273	1 209
Clients Factures à émettre		
TOTAL CREANCES CLIENTS	273	1 209
Débiteurs divers	1 562	1 564
Charges constatées d'avance	212	370
TOTAL AUTRES CREANCES	1 774	1 934
CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	2 047	3 143

La Société a enregistré les crédits d'impôt recherche et Innovation au titre du premier semestre 2016 dans le poste Créances d'exploitation non courantes, pour un montant respectif de 726 K€ et 9 K€ étant donné que leur recouvrement interviendra au cours du deuxième semestre 2017. Ces crédits d'impôt ont été calculés selon les modalités décrites dans la note 2.3.4 de l'annexe. Etant donné que la Société rentre dans le champ d'application des PME communautaires, dès le premier semestre 2016, elle a demandé le remboursement du crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2015 pour un montant de 1 253 K€.

NOTE 7 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie nette est composée des éléments suivants :

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Instruments financiers à court terme	5 174	8 651
Disponibilités	5 787	6 942
TOTAL TRESORERIE BRUTE	10 961	15 593
Concours bancaires courants		
TOTAL TRESORERIE NETTE	10 961	15 593

La Société exerce une gestion prudente de sa trésorerie disponible. La trésorerie et équivalents comprennent les disponibilités et les instruments financiers courants détenus par la Société. Au 30 juin 2016, les disponibilités et instruments financiers courants détenus par la société étaient placés dans des produits ayant une maturité inférieure à 6 mois et, à hauteur de 174 K€, sur un compte à terme remboursable au 25 mars 2021.

NOTE 8 : CAPITAUX PROPRES

a) Capital social actuel

Au 30 juin 2016, le capital est composé de 4.457.734 actions entièrement libérées et d'une valeur nominale unitaire de 0,1€. Aucune variation du capital social n'est à souligner sur le premier semestre 2016.

D'une manière générale, la Société finance sa croissance par un renforcement de ses fonds propres par voie d'augmentation de capital ainsi que par l'obtention d'avances remboursables, de

subventions et de remboursement de créances de Crédit d'impôt Recherche, mais n'a pas recours à des emprunts bancaires. En conséquence, la Société n'est pas exposée à un risque de liquidité résultant de la mise en œuvre éventuelle de clauses de remboursement anticipé de tels emprunts.

b) Bons de souscription d'actions

Au 30 juin 2016, la Société a octroyé des bons de souscription d'actions à certains investisseurs et à certaines personnes physiques, salariées ou non de la société, dans le cadre des autorisations successives votées par les actionnaires. A cette date, les bons de souscription d'actions en circulation attribués et non annulés, qu'ils soient exerçables ou non encore exerçables, donnent droit à souscription de 10 000 actions de la Société.

Le tableau ci-dessous présente les différents plans d'options de souscription d'actions mis en place par la Société :

Dénomination	Nombre de bons autorisés	Décision d'autorisation	Nombre de bons émis	Nombre de bons souscrits	Prix du bon	Nombre de bons caducs	Nombre de bons exercés	Nombre en circulation	Date limite d'exercice	Nombre d'actions à souscrire	Prix de souscription de l'action	Montant maximal de l'augmentation des capitaux propres
BSA 2010-2	11 728	2/11/10	10 000	10 000	0,40 €	0	0	10 000	30/04/19	10 000	8,58 €	85 799,00 €
BSA 2016*	550 000	30/6/15 Cf Note 17		0 Cf Note 17		0	0	0	NC	0	NC	N/A
TOTAL	561 728		10 000	10 000		0	0	10 000		10 000		85 799,00 €

* L'assemblée générale du 30 juin 2015 a donné une délégation de compétence au directoire portant sur l'émission d'un nombre maximum de 550 000 bons de souscription d'actions s'imputant sur un plafond global d'émission de 550 000 bons. Le directoire a utilisé cette délégation postérieurement à la clôture des comptes semestriels (Confère Note 17).

c) Paiements fondés sur des actions

Dans le cadre de plans d'émission de Bon de souscription (BSA) tels que décrits dans le paragraphe **b)**, ou de Bon de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE), la Société offre à ses dirigeants et certains salariés la possibilité de souscrire à ces opérations.

Au titre des Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises, l'assemblée générale de la Société a autorisé initialement 4 plans d'émission, dont les principales caractéristiques sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Dénomination	Nombre de bons autorisés	Décision d'autorisation	Nombre de bons émis	Nombre de bons souscrits	Prix du bon	Nombre de bons caducs	Nombre de bons exercés	Nombre en circulation	Date limite d'exercice	Nombre d'actions à souscrire	Prix de souscription de l'action	Montant maximal de l'augmentation des capitaux propres
BCE 2005-1	87 464	18/11/05	87 464	87 464	gratuit	43 732	0	43 732	14/11/23	43 732	3,43 €	150 000,76 €
BCE 2008-2	207 660	27/6/08	207 660	207 660	gratuit	75 064	0	132 596	10/12/16	132 596	4,67 €	619 223,32 €
BCE 2010-1	222 820	2/11/10	208 820	208 820	gratuit	15 000	5 827	187 993	30/04/19	187 993	8,58 €	1 612 961,14 €
BCE 2016*	550 000	30/6/15 Cf Note 17		0	gratuit	0	0	0	NC	0	NC	N/A
TOTAL	1 067 944		503 944	503 944		133 796	5 827	364 321		364 321		2 382 185,22 €

Au 30 juin 2016, ces Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise en circulation donnent droit à souscription de 364 321 actions de la Société.

* L'assemblée générale du 30 juin 2015 a donné une délégation de compétence au directoire portant sur l'émission d'un nombre maximum de 550 000 BSPCE s'imputant sur un plafond global d'émission de 550 000 bons. Le directoire a utilisé cette délégation postérieurement à la clôture des comptes semestriels (Confère Note 17).

d) Synthèse des instruments dilutifs existants

L'exercice intégral de tous les titres donnant accès au capital existant au 30 juin 2016, pourrait conduire à la création au minimum de 374 321 actions nouvelles.

	Nombre en circulation	Montant maximal d'actions à émettre
BCE	364 321	364 321
BSA	10 000	10 000
Total	374 321	374 321

e) Paiements fondés en actions

Dans le cadre de plan d'émission de Bon de souscription (BSA), ou de Bon de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE), la Société offre à ses dirigeants et certains salariés la possibilité de souscrire à ces opérations. Ces instruments de capital sont dénouables en actions, (dénouement en instruments de capitaux propres au sens de la norme IFRS 2).

Au titre du premier semestre, le Directoire n'a pas utilisé de délégation visant à émettre et attribuer des instruments de capital dénouables en actions, ce qui explique l'absence de charge au titre de « paiement fondé en actions » au 30 juin 2016. Néanmoins, le directoire a émis de manière post-clôture un plan de BSPCE et de BSA (Cf Note 17).

NOTE 9 : EMPRUNTS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les emprunts et autres passifs financiers représentent un montant de 5 K€ au 30 juin 2016 contre 22 K€ au 31 décembre 2015, correspondant à la dette financière relative à un contrat de crédit-bail en cours portant sur le financement d'un scanner.

NOTE 10 : PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Participation financière	110	127
Droits d'entrée Quest		
Produits constatés d'avance non courants	110	127
Participation financière	36	36
Droits d'entrée Quest		
Quote part subvention OSEO APAS		
Redevance annuelle QUEST	100	250
Quote part subvention OSEO DIAPO	5	5
Quote part subvention Projet BeyondSeq Horizon 2020	56	137
Produits constatés d'avance courants	197	428
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	306	555

NOTE 11 : FOURNISSEURS

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Fournisseurs	929	908
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Factures non parvenues	468	323
Clients Avoirs à émettre		
DETTES FOURNISSEURS HORS IMMOBILISATIONS	1 397	1 231
Fournisseurs d'immobilisations	69	607
Factures non parvenues sur Fournisseurs d'immobilisations	31	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS COURANTES	1 497	1 838

Aucune actualisation n'a été pratiquée sur ce poste dans la mesure où les montants ne représentaient pas d'antériorité supérieure à un an à la fin de la période concernée.

NOTE 12 : ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT

Note 12.1 : Produits des activités ordinaires

a) Chiffre d'affaires

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Produits de recherche et développement Quest	155	515
Marché du Diagnostic	63	45
Marché Recherche	208	131
Chiffre d'affaires	426	691

b) Autres produits de l'activité ordinaire

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Crédit impôt recherche	725	577
Subventions d'Etat	88	137
Crédit d'impôt innovation	9	9
Crédit d'impôt compétitivité emploi	24	22
Autres produits de l'activité	847	745

Note 12.2 : Nature des dépenses allouées par fonction

Les frais de recherche et développement sont de nature suivante :

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Achats et variation de stocks	164	59
Charges de Personnel	1 570	1 211
Charges Externes	980	555
Impôts, taxes et versements assimilés	24	18
Dotations nettes aux amortissements	138	68
Autres charges et produits		1
Total Recherche et Développement	2 876	1 912

Les frais sur ventes et marketing sont de nature suivante :

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Achats et variation de stocks	16	1
Charges de Personnel	481	404
Charges Externes	503	62
Impôts, taxes et versements assimilés	5	4
Dotations nettes aux amortissements	11	2
Autres charges et produits		2
Total Ventes et Marketing	1 017	475

Enfin, les frais généraux sont de nature suivante :

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Achats et variation de stocks	31	16
Charges de Personnel	264	344
Charges Externes	884	764
Impôts, taxes et versements assimilés	66	45
Dotations nettes aux amortissements	94	80
Autres charges et produits		-26
Total Frais généraux	1 339	1 223

Le total des charges par nature est le suivant :

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Achats et variation de stocks	273	141
Charges de Personnel	2 316	1 959
Charges Externes	2 365	1 381
Impôts, taxes et versements assimilés	96	67
Dotations nettes aux amortissements	243	150
Autres charges et produits		-21
Total des charges opérationnelles par nature	5 293	3 677

Note 12.3 : Coût de l'endettement financier et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement net se calcule de la manière suivante :

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Intérêts et charges financières		1
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT		1
Produits de cessions de VMP	3	6
Produits d'intérêt sur billet de trésorerie		32
Produit sur comptes à terme	17	20
PRODUITS DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	20	58
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-20	-57

Les autres produits et charges financiers se présentent de la manière suivante :

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Autres produits financiers dont juste valeur		
Différences Positives de change	25	
Autres		2
TOTAL AUTRES PRODUITS FINANCIERS	25	2
Autres charges financières dont juste valeur		2
Différences négatives de change	8	24
TOTAL AUTRES CHARGES FINANCIERES	8	26
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	17	-24

NOTE 13 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

	30/06/2016	30/06/2015
Nombre d'actions à l'ouverture	4 457 734	4 451 907
Exercice de BSA 2010-1 T2		
Augmentation de capital		
Augmentation de capital (sur allocation)		
Exercice de BCE 2010-1		5 827
Nombre d'actions à la clôture	4 457 734	4 457 734
Nombre d'actions moyen pondéré	4 457 734	4 457 119

	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux	-3 984	-2 208
Nombre d'actions moyen pondéré	4 457 734	4 457 119
Résultat par action	-0,89	-0,50
Résultat par action diluée	-0,89	-0,50

Comme précisé dans la note 1.1, les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA, BCE) sont anti dilutifs. Ainsi les instruments de capitaux propres en circulation ne sont pas intégrés dans le calcul du résultat par action car ils induiraient une diminution de la perte de la période par action.

NOTE 14 : INFORMATION SECTORIELLE

Les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. La société est gérée sur la base d'un seul secteur et ne distingue pas de secteurs géographiques autonomes.

En revanche, la Société distingue le suivi de chiffre d'affaires entre trois zones principales, à savoir la France, les Etats Unis et le reste du monde.

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			
	France	U.S.A.	Reste du Monde	Total des activités ordinaires
Ventes de produits de diagnostic et recherche	40	161	72	273
Produits de recherche et développement	0	154		155
Subventions R&D	765		81	846
Total	805	315	153	1 273

(en milliers d'euros)	30 juin 2015			
	France	U.S.A.	Reste du Monde	Total des activités ordinaires
Ventes de produits de diagnostic et recherche	33	131		163
Produits de recherche et développement		528		528
Subventions R&D	745			745
Total	778	659	0	1 436

NOTE 15 : GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société n'a pas identifié de nouveaux risques financiers autres que ceux mentionnés dans les comptes annuels au 31 décembre 2015.

NOTE 16 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a pas souscrit ou reçu d'engagements additionnels à ceux existants au 31 décembre 2015.

NOTE 17 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Au cours de sa réunion du 20 mai 2016, le directoire a émis un plan de de BSA et de BSPCE en faisant usage de la délégation que lui a conférée l'assemblée générale du 30 juin 2015 et après autorisation préalable du Conseil de surveillance au cours de sa réunion du 9 mai 2016. Les caractéristiques des bons émis sont décrites ci-dessous :

- BSPCE : émission de 494.000 bons à titre gratuit, au bénéfice de salariés et des membres du directoire de la Société. Chaque bon donne le droit de souscrire, pendant une période de 10 ans à compter de son émission, à une action ordinaire de Genomic Vision, d'une valeur nominale de 0,10 euros, au prix fixe de 7,90 euros(prime d'émission incluse),

représentant une augmentation de capital d'un montant nominal total maximum de 49.400 euros et une prime d'émission d'un montant total maximum de 3.853.200 euros.

- BSA : émission de 18.500 bons au prix unitaire de 0,40 euros, au bénéfice de membres du conseil de surveillance de la Société. Chaque bon donne le droit de souscrire, pendant une période de 10 ans à compter de son émission, à une action ordinaire de Genomic Vision, d'une valeur nominale de 0,10 euros, au prix fixe de 7,90 euros (prime d'émission incluse), représentant une augmentation de capital d'un montant nominal total maximum de 1.850 euros et une prime d'émission d'un montant total maximum de 144.300 euros.

Le terme de la période de souscription des BSA et BSPCE était fixé au 25 juillet 2016. Au cours de sa réunion du 28 juillet 2016, le directoire a constaté la souscription de 18.500 BSA et 490.500 BSPCE.

NOTE 18 : RELATIONS AVEC ENTREPRISES LIEES ET REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Les rémunérations versées aux organes d'administration et de surveillance sont décrites dans le tableau ci-après.

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Rémunérations Brutes fixes	215	215
Rémunérations brutes variables		
Avantages en nature	8	8
Valorisation BSA et BSPCE comptabilisés en charges		
Jetons de présence	27	25
Autres rémunérations		
Total des rémunérations	251	248

4. Rapport du commissaire aux comptes sur l'information semestrielle 2016

GENOMIC VISION

Société Anonyme

80-84 rue des Meuniers

92200 Bagneux

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels résumés de la société GENOMIC VISION, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins

élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 26 septembre 2016

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Benoit PIMONT